

<https://ricochets.cc/Entretien-avec-David-Dufresne-Cette-repression-laissera-des-traces.html>



Entretien avec David Dufresne : « Cette répression laissera des traces »

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

... De Paris à Saint-Étienne, de Biarritz aux Côtes-d'Armor, des plus grandes avenues de la capitale aux ronds-points des bleds les plus paumés, c'est toujours la même histoire : des policiers abusant de leur pouvoir, injuriant, frappant, lynchant, blessant, mutilant.

Une sorte de kaléidoscope de la répression tous azimuts, où défilent grenades de désencerclement, tonfas, flash-balls éborgneurs, high-kicks dans la tête et gazeuses surmenées. Au bout du visionnage, ce constat : on a beau savoir l'institution policière capable de bien des vilénies, on n'avait jamais vu ça.

En matière de répression, David Dufresne n'a rien du perdreau de l'année. En 2007, il publiait un ouvrage très fouillé intitulé *Maintien de l'ordre, enquête* [1], livrant les dessous de ce qui alors était vu comme une spécialité française aux rares accrocs à une autre époque.

Depuis, il a entre autres enquêté sur l'industrie carcérale aux États-Unis, sur l'affaire de Tarnac ou sur Vesoul et le mythe Brel [2], mais il n'a jamais perdu de vue ce terrain d'investigation qu'il maîtrise sur le bout des doigts et aborde longuement dans cet entretien. Son constat : les dernières semaines ont vu le maintien de l'ordre hexagonal prendre un tour franchement inquiétant. La parole est à l'accusation.

Il y a plus de 200 signalements de violences policières sur ton fil Twitter « Allô Place Beauvau », Pourquoi avoir lancé ce travail de documentation ?

« Quand j'ai débuté le recensement des violences policières sur Twitter, je souhaitais simplement comprendre ce qui se passait. Je venais de découvrir le mouvement Gilets jaunes dans le Tarn, où j'étais allé de rond-point en rond-point, et les images de répression qui me parvenaient d'ailleurs me semblaient assez effarantes. D'autant qu'elles suscitaient chez journalistes et politiques une attitude de pur déni. Au bout de quinze jours de recensement, j'étais toujours dans l'incompréhension : que se passe-t-il ? Et aujourd'hui c'est toujours le cas.

Jamais je n'aurais pu imaginer une telle masse de blessés, de non-respect des règles les plus basiques du maintien de l'ordre, de provocations. Ce qui se passe est absolument ahurissant pour quelqu'un qui a travaillé sur le maintien de l'ordre français et connaît son histoire. Des manquements graves à une telle échelle, c'est inouï. Même si la police des polices menait de véritables enquêtes, ce ne serait pas suffisant : il y a un véritable mouvement de fond.

Avant tout, je veux savoir pourquoi il y a eu tous ces blessés et mutilés. Pourquoi on traîne une dame par les cheveux sur quarante mètres. Pourquoi on tire au flash-ball en pleine figure. Pourquoi on éborgne des gens qui ne faisaient que manifester. Pourquoi ces terribles images de gamins matés à Mantes-la-Jolie, sans que cela n'émeuve véritablement au-delà d'un tweet indigné. Je suis tout bonnement sidéré par ces images et ces témoignages. Sachant qu'il n'y a jamais aucune innocence en matière de maintien de l'ordre : c'est un domaine éminemment politique, assujéti au

« Jusqu'ici la règle ultime était : montrer sa force pour ne pas s'en servir. Elle n'a plus cours. »

Dans *Maintien de l'ordre, enquête*, tu décryptais la

gestion millimétrée du maintien de l'ordre, avec ses RetEx (« retoursur expérience ») après chaque manifestation, sa connaissance du terrain, sa maîtrise psychologique. Or, on a l'impression que cela relève du passé, que l'improvisation règne.

« Je l'ai déjà dit ailleurs : le maintien de l'ordre à la française vient de voler en éclats. Il est possible qu'il se soit fissuré avant, notamment pendant la période des manifestations contre la loi Travail où semble-t-il (je n'étais pas en France) les germes de la dérive étaient en place. Mais là, il est en miettes.

Depuis 1968 au moins, la France était fière de son maintien de l'ordre, qui s'exportait à l'étranger, avec en étendard l'idée d'une réponse proportionnée, dépassionnée. Cela n'empêchait pas d'autres " bavures " hors-champ, notamment en banlieue [3], mais la police savait contenir la foule de manière pacifique. Ce n'est plus le cas. Car ce qui s'est passé ces dernières semaines est totalement contraire aux règles en la matière. Comme si le maintien de l'ordre à la française, avec désescalade et graduation de la réponse, n'avait jamais existé. On utilise des moyens de dispersion de fin de cortège dès le début des manifestations. On encourage le contact. On attise la colère. Tout le contraire de la doctrine appliquée par le passé.

C'est en partie la conséquence d'un changement de tactique. La confrontation directe n'est plus vue comme la marque d'une erreur. Jusqu'ici la règle ultime était : montrer sa force pour ne pas s'en servir. Elle n'a plus cours. Il y a notamment eu ce choix de mettre en place le Dispositif d'action rapide (DAR), d'où notamment ces hommes en moto porteurs de LDB 40 [4]. Quand je les ai vus à l'oeuvre je n'en revenais pas, parce que je suis de la génération " voltigeurs " et que j'étais dans la manifestation où est mort Malik Oussekiné (1986) à€” un traumatisme des deux côtés. C'est un signal très fort. Qui pour moi annonce des dérives encore plus fortes. »

C'est aussi la conséquence d'un mouvement qui prend la rue de manière non-orthodoxe, non ? On est loin des manifs plan-plan Bastille-Nation...

« Il y a évidemment quelques explications rationnelles. Le fait de mobiliser des policiers et gendarmes qui ne sont pas formés pour le maintien de l'ordre. Le côté imprévisible des cortèges, où les trajets ne sont pas négociés, à l'inverse de ce qui se passe généralement pour les manifs autorisées. L'utilisation des réseaux sociaux qui permet aux manifestants d'éviter les dispositifs policiers. Ou la fatigue des agents. Mais ce ne sont pas des excuses.

Prenons la fatigue : à partir du moment où le politique fait le choix de tout miser sur la peur, l'état d'urgence, les patrouilles perpétuelles, Vigipirate, etc., Il est normal que les flics soient fatigués. D'autant plus quand éclate un mouvement social de grande ampleur. Mais le vote des citoyens accorde le monopole de la violence légitime au pouvoir, ce qui implique des devoirs, des responsabilités. Si le politique n'est pas capable de faire en sorte que le policier ne soit pas fatigué, c'est de sa faute. »

« La généralisation des arrestations préventives est un signal très fort, l'autre pan de la tenaille. On est là dans un recul terrible du droit à manifester. »

Pourquoi cette répression tous azimuts ne suscite-t-elle pas davantage de réactions ?

« Il y a aujourd'hui un seuil de tolérance considérablement plus élevé que par le passé en matière de violences policières. Vingt ou trente ans plus tôt, il aurait suffi d'un blessé grave pour faire scandale. Mais on vit désormais dans une société sécuritaire, laquelle a pavé la voie à de telles issues dramatiques. Conséquence : **on peut blesser et mutiler sans que cela n'émeuve grand-monde.**

Politiques, justice et médias oeuvrent tous à renverser l'accusation, pointant les " casseurs ". Le discours télévisé de Macron était à cet égard extrêmement symptomatique. Il n'a pas eu un mot pour les blessés, les mutilés. Au début de son allocution, il a eu cette phrase très forte : " **Quand la violence se déchaîne, la liberté cesse. Elle peut évidemment se lire dans les deux sens. Parce qu'il y a une violence inouïe qui s'abat sur les manifestants. Et il est clairement perturbant de voir que personne ne s'élève contre cette dérive.** Comme si la liberté publique n'avait que peu d'importance.

À cet égard, la généralisation des arrestations préventives est un signal très fort, l'autre pan de la tenaille. On est là dans un recul terrible du droit à manifester. Des gens sont incarcérés sur des accusations extrêmement floues. Comme si l'on disait que tous les gens qui vont au stade sont susceptibles d'être des hooligans. Et cela se passe dans un pays où l'hymne national est celui de la Révolution... »

Les médias sont également en première ligne...

« Oui, ils jouent un rôle important dans cette banalisation de la répression. Ils réalisent un travail dérisoire à l'aune de l'importance de la chose. Il y a d'un côté une presse réac qui est dans le déni absolu, presque pathologique. Et de l'autre quelques journaux et médias qui font le boulot, mais de manière " apaisée ". Ils donnent la parole à un sociologue, ou bien à un journaliste, et puis c'est tout.

À titre personnel, j'ai été interviewé pour le journal de 20 heures sur France 2 par une journaliste spécialisée police, bien décidée à ne pas irriter ses sources. Si bien que le montage réalisé était absolument consternant. Sur un sujet d'une minute trente, plusieurs syndicalistes de la police s'exprimaient tandis qu'on n'avait gardé que cinq secondes anodines de mes réponses.

L'histoire de la banderole " Macron démission " effacée lors de la diffusion d'images au journal de France 3 est également très symptomatique du climat qui règne au sein des rédactions. C'était très maladroit, voire stupide, à tel point qu'ils se sont fait prendre la main dans le pot de confiture. Mais pour un raté aussi flagrant, combien de choses qu'on ne voit pas ? D'auto-censures à répétition ? »

À l'inverse, on a parfois eu l'impression que le gouvernement soufflait sur les braises...

« Le pouvoir a dès le début fait le choix de la dramatisation, à tous les niveaux. On l'a vu avec les déclarations du ministre de l'Intérieur et de son numéro deux affirmant qu'il allait y avoir des morts à la prochaine mobilisation. Ou avec le déploiement de blindés sur les Champs-Élysées. Avant même les manifestations, l'escalade était annoncée. Quant aux interpellations en rafales, c'était avant tout une technique de communication, permettant d'annoncer en grande pompe : " On a fait 1 500 interpellations dans la journée. "

À cette débauche répressive, ils n'apportent aucune explication convaincante. **Les manifestants seraient de plus en plus violents ? Ça ne résiste pas aux faits. En mai 68 ou dans les manifs autonomes des années 1970 et**

1980, il y avait des cortèges autrement plus violents, alors même que les policiers étaient moins bien protégés â€” ils n'ont pourtant pas occasionné tous ces mutilés, loin de là. Je cite souvent une phrase du préfet Maurice Grimaud, dans une lettre envoyée aux forces de l'ordre en mai 68 : " Frapper un manifestant à terre, c'est se frapper soi-même. " Aujourd'hui, on n'imagine pas une seconde ce discours en provenance de Christophe Castaner ou d'Édouard Philippe.

En matière de mise en scène, il y a également eu l'usage de blindés pour dégager des petites barricades. C'était grotesque. Même les plus révolutionnaires savent très bien que les barricades à l'heure actuelle et dans de grandes avenues n'ont pas de valeur tactique, simplement symbolique.

Mais dans une gestion de la foule, arriver surarmé permet d'envoyer un signal : celui de l'urgence, de l'extrême violence. Globalement, tout cela est conditionné par l'idée que l'on ne serait plus dans le cadre de manifestations, mais de violences urbaines. Les arrestations de masse ou les discours musclés s'inscrivent dans ce champ. »

Un incident grave a récemment défrayé la chronique, celui de ce motard qui, le samedi 22 décembre, a sorti son arme de service face à des manifestants.

« C'est un cas de dérive du maintien de l'ordre assez frappant. J'étais effaré de lire qu'Édouard Philippe a rencontré ces policiers pour les féliciter. Parce qu'ils ont fait n'importe quoi. Ces vidéos sont certes impressionnantes. Mais derrière l'effet d'hypnose, c'est un cas qui bafoue le maintien de l'ordre à la française. Un policier qui sort son arme et vise la foule ? Cela n'arrive pas par hasard. En lançant des grenades sans raison alors même qu'ils étaient isolés, ils ont rendu la foule hostile, ont créé la condition de leur propre agression. C'est a minima une erreur de leur part. Ou une provocation. De toute manière, ils ont eu recours à des moyens non proportionnés. Une faute grave. Reste qu'ils sont soutenus, félicités, ont droit à leur quart d'heure de gloire. C'est impardonnable. »

« Ils sont en train de radicaliser des gens qui ne l'étaient pas. Les militants qui ont des velléités d'insurrection gagnent des troupes au fil des jours. »

Pour toi, il y aura retour de bâton...

« Jusqu'ici, on considérait qu'il vaut mieux des carcasses de bagnoles en feu que des gens à l'hôpital. Aujourd'hui on a les deux. Comme si la police n'avait pas tout à fait choisi sa stratégie. Sauf à considérer que blesser des gens serait son but. Quoiqu'il en soit, **cela laissera des traces.** »

La réponse répressive assénée est pensée à très court terme. Il s'agit d'effrayer et de pousser les manifestants à rester chez eux. Mais ça ne fonctionne pas vraiment, même s'il y a à l'heure où l'on se parle [le 25 décembre] une forme relative de trêve des confiseurs. Surtout, ils sont en train de radicaliser des gens qui ne l'étaient pas. Les militants qui ont des velléités d'insurrection gagnent des troupes au fil des jours. **Certains qui étaient jusqu'ici très loin de ce genre de perspectives sortent ravagés par cette expérience, avec une immense colère emmagasinée.**

Dans ce mouvement très protéiforme, **la détermination ne cesse de grimper, et pas seulement à Paris.** Le nombres d'insultes et de refus d'obtempérer auxquels font face les policiers sur les ronds-points est très représentatif. Il y a clairement un changement de braquet. Sachant que ce ne sont plus les CRS ou les gendarmes

mobiles qui sont concernés, mais les gendarmes du coin, pas du tout formés au maintien de l'ordre. »

Cette situation est-elle amenée à durer ?

« La répression très violente souligne le caractère exceptionnel de ce qui est en train de se passer. Ce qui pose des questions. **Est-ce que l'exceptionnel va durer ?** Est-ce véritablement une doctrine ou bien une réponse dans l'urgence ? On est à la croisée des chemins. Pour moi, la dernière fois qu'il y a eu une telle débauche de violence des forces de l'ordre, c'était à Gênes en 2001 [lors du sommet du G8], un cas qui a fait couler beaucoup d'encre.

J'ai le sentiment qu'il y a une peur panique du pouvoir. Depuis trente ans, le monde politique s'est assis sur tout le monde, avec en point d'orgue Macron et son mépris. Il y a une certaine logique à ce que cette accumulation finisse par exploser de cette manière. Mais ces gens ne sont pas censés céder à la panique. Ils nous toisent tous les jours au journal de 20 heures. Or, quand vient l'heure de vérité, ils ne sont pas responsables.

On voit également cette frousse s'exprimer dans le rapport aux policiers, notamment dans ces primes et hausses salariales accordées dans l'urgence. Il faut dire qu'il y a eu quelques alertes, à l'image de cette manifestation de flics en civils chantant " CRS avec nous ". Cela peut sembler folklorique, mais il faut savoir que les concernés risquent gros. Dans ce métier, tu ne carbures qu'à l'avancement et au dossier qui te suit. Cela reste marginal, mais le pouvoir craint évidemment que ça ne s'aggrave, parce qu'il n'y a rien de pire pour lui.

Il est logique que le pouvoir cajole les forces de l'ordre : pour l'instant, la réponse n'a été que policière. Parce que du côté de la majorité ou de l'opposition, personne n'est à la hauteur de la situation. Ils sont consternants. Le roi est nu, mais ses rivaux le sont aussi. **Et si le choix politique se résume à envoyer la police, la colère va prendre de l'ampleur.** La vraie réponse est politique et sociale. »

Prenons un peu de champ. On ne vit qu'une heure, ton dernier livre, rédigé avant l'irruption des Gilets jaunes, recoupe étrangement l'actualité, notamment dans sa description d'une population ulcérée, à bout.

« Je me suis plongé dans cette enquête sur Jacques Brel et la ville de Vesoul après avoir vécu huit ans au Canada. Le retour a été étrange. Je découvrais tout ce qui avait changé : le creusement des inégalités, le fossé Paris/province toujours plus marqué, la défiance envers les élites. J'ai atterri dans une France où couvait une énorme gronde, qu'exprimait aussi bien le mec du FN/RN qui capitalise sur la colère que le pizzaiolo du coin. J'étais comme un touriste dans mon pays. Et je ne comprenais pas pourquoi les personnes censées documenter cette évolution, les journalistes, les sociologues, les " corps intermédiaires ", ne traitaient pas ce sujet.

Il faut dire que mon enquête commençait dans une ville de Haute-Saône où le mouvement Gilets jaunes est aujourd'hui assez important : Vesoul. Et j'y ai trouvé tellement de choses à creuser que j'y suis resté. L'immersion dans cette petite ville m'a fait l'effet d'un électrochoc : **la colère généralisée m'a sauté à la figure. C'est cette même colère qui aujourd'hui s'exprime un peu partout en France.** »

Propos recueillis par Émilien Bernard